Conto corrente con la Posta

GAZZETTA UFFICIALE

PARTE PRIMA

DEL REGNO D'ITALIA

SI PUBBLICA TUTTI I GIORNI MENO I FESTIVI

Anno 74° | ROMA - Martedì, 12 settembre 1933 - ANNO XI | Numero 212

TELEFONI-CENTRALINO: 50-107 — 50-033 — 53-914

DIREZIONE E REDAZIONE PRESSO IL MINISTERO DI GRAZIA E GIUSTIZIA
UFFICIO PUBBLICAZIONE DELLE LEGGI

TELEFONI-CENTRALINO: 50-107 — 50-033 — 53-914

SOMMARIO

LEGGI E DECRETI

PRESENTAZIONE DI DECRETI-LEGGE AL PARLAMENTO

DISPOSIZIONI E COMUNICATI

LEGGI E DECRETI

REGIO DECRETO 29 luglio 1933, n. 1139.

Esecuzione dell'Accordo italo-austriaco del 3 settembre 1932 che disciplina la libera circolazione dei turisti dei due Paesi.

VITTORIO EMANUELE III

PER GRAZIA DI DIO E PER VOLONTÀ DELLA NAZIONE

RE D'ITALIA

Visto l'art. 5 dello Statuto fondamentale del Regno;
Udito il Consiglio dei Ministri;
Sulla proposta del Capo del Governo, Primo Ministro Segretario di Stato, Ministro Segretario di Stato per gli affari esteri e per l'interno, di concerto con il Ministro Segretario di Stato per le finanze;
Abbiamo decretato e decretiamo:

Art. 1.

Piena ed intera esecuzione è data all'Accordo italo-austriaco stipulato in Roma, mediante scambio di note, il 3 settembre 1932, che disciplina la circolazione dei turisti dei due Paesi nelle zone di confine successivamente precisate dall'apposita Commissione mista con verbale 17 novembre 1932.

Art. 2.

Il presente decreto entrerà in vigore nei termini, nei modi ed alle condizioni previsti dall'accordo di cui all'articolo precedente.

Ordiniamo che il presente decreto, munito del sigillo dello Stato, sia inserto nella raccolta ufficiale delle leggi e dei decreti del Regno d'Italia, mandando a chiunque spetti di osservarlo e di farlo osservare.

Dato a Roma, addì 29 luglio 1933 - Anno XI

VITTORIO EMANUELE.

MUSSOLINI — JUNG.

Visto, *il Guardasigilli*: DE FRANCISCI.
Registrato alla Corte dei conti, addì 7 settembre 1933 - Anno XI
Atti del Governo, registro 336, foglio 16. — MANCINI.

Le Chargé d'affaires d'Autriche a Rome au Ministre des affaires étrangères d'Italie.

N. 3051-A.

Rome, le 3 septembre 1932.

Monsieur le Chef du Gouvernement,

En me référant aux pourparlers qui ont eu lieu au sujet de la règlementation de la circulation des touristes à la frontière austro-italienne, je suis heureux de pouvoir communiquer à Votre Excellence que le Gouvernement Fédéral m'a autorisé à déclarer en son nom qu'il consent à ce que cette affaire soit réglée de la manière suivante:

Art. 1er.

Les ressortissants des deux Hautes Parties Contractantes qui appartiennent aux associations alpinistes et de tourisme désignées de commun accord et qui seront munis d'une carte de tourisme, délivrée par les autorités de police compétentes, pourront, dans la période du 1er juin au 30 septembre de chaque année, franchir la frontière aux passages qui seront établis de commun accord, pourvu qu'ils ne dépassent pas, aux deux côtés de la ligne de frontière, les zones qui seront fixées, par la commission mentionnée dans l'article 3 du présent accord.

La carte de tourisme sera renouvelée chaque année; elle sera valable seulement pour la période du 1er juin au 30 septembre de chaque année.

Art. 2.

Les touristes qui veulent profiter de l'avantage mentionné à l'article 1er et qui continuent leur route vers l'intérieur de l'autre Pays Contractant, devront être munis aussi d'un document de voyage normal (passe-port national valable) sur lequel ils devront faire apposer, lors du passage de la frontière, le timbre de l'autorité de police du pays dans lequel ils entrent.

Ce timbre ne déliera cependant pas ces personnes de l'obligation de faire viser leur passe-port aussi tôt qu'elles franchissent les limites de la zone mentionné à l'article 1er.

Art. 3.

Les Gouvernements des Hautes Parties Contractantes nommeront dans un délai de 60 jours de l'entrée en vigueur du présent accord leurs délégués pour fixer les limites des zones mentionnées à l'article 1er.

Les délégués seront aussi chargés de fixer de commun accord et en exécution de ce qui est établi à l'article 1er, les passages qui pourront être ouverts au trafic des touristes à la frontière; ils désigneront en outre les associations alpinistes et de tourisme des deux Pays aux membres desquelles une carte de tourisme pourra être délivrée.

Finalement ils se mettront d'accord sur les mesures spéciales nécessaires pour l'exécution du présent accord.

Art. 4.

Le présent accord est valable pour la durée d'une année à partir de la date de la signature; il pourra cependant être prolongé par voie de tacite réconduction d'année en année, s'il n'est pas dénoncé au moins 3 mois avant chaque échéance.

Chacune des Hautes Parties Contractantes se réserve la faculté de suspendre temporairement l'exécution du présent accord pour des raisons d'ordre publique.

En priant Votre Excellence de me faire parvenir, en vue de la conclusion formelle de cet accord, une note analogue à la présente, je Vous prie. Monsieur le Chef du Gouvernement, d'agréer les assurances de ma plus haute considération.

VOLLGRUBER.

Visto, d'ordine di Sua Maestà il Re:

p. *Il Ministro per gli affari esteri*:
SUVICH.

Le Ministre des affaires étrangères d'Italie au Chargé d'affaires d'Autriche a Rome.

N. 227004-40.

Rome, le 3 septembre 1932.

Monsieur le Chargé d'Affaires,

Par note en date d'aujourd'hui Vous avez bien voulu me fare la comunication suivante:

« En me référant aux pourparlers qui ont eu lieu au sujet de la règlementation de la circulation des touristes à la fron-

tière austro-italienne, je suis heureux de pouvoir communiquer à Votre Excellence que le Gouvernement Fédéral m'a autorisé à déclarer en son nom qu'il consent à ce que cette affaire soit réglée de la manière suivante:

Art. 1er.

Les ressortissants des deux Hautes Parties Contractantes qui appartiennent aux associations alpinistes et de tourisme désignées de commun accord et qui seront munis d'une carte de tourisme, délivrée par les autorités de police compétentes, pourront, dans la période du 1er juin au 30 septembre de chaque année, franchir la frontière aux passages qui seront établis de commun accord, pourvu qu'ils ne dépassent pas, aux deux côtés de la ligne de frontière, les zones qui seront fixées, par la commission mentionnée dans l'article 3 du présent accord.

La carte de tourisme sera renouvelée chaque année; elle sera valable seulement pour la période du 1er juin au 30 septembre de chaque année.

Art. 2.

Les touristes qui veulent profiter de l'avantage mentionné à l'article 1er et qui continuent leur route vers l'intérieur de l'autre Pays Contractant, devront être munis aussi d'un document de voyage normal (passe-port national valable) sur lequel ils devront faire apposer, lors du passage de la frontière, le timbre de l'autorité de police du pays dans lequel ils entrent.

Ce timbre ne délivra cependant pas ces personnes de l'obligation de faire viser leur passe-port aussi tôt qu'elles franchissent les limites de la zone mentionnée à l'article 1er.

Art. 3.

Les Gouvernements des Hautes Parties Contractantes nommeront dans un délai de 60 jours de l'entrée en vigueur du présent accord leurs délégués pour fixer les limites des zones mentionnées à l'article 1er.

Les délégués seront aussi chargés de fixer de commun accord et en exécution de ce qui est établi à l'article 1er, les passages qui pourront être ouverts au trafic des touristes à la frontière; ils désigneront en outre les associations alpinistes et de tourisme des deux Pays aux membres desquelles une carte de tourisme pourra être délivrée.

Finalement ils se mettront d'accord sur les mesures spéciales nécessaires pour l'exécution du présent accord.

Art. 4.

Le présent accord est valable pour la durée d'une année à partir de la date de la signature; il pourra cependant être prolongé par voie de tacite réconduction d'année en année, s'il n'est pas dénoncé au moins 3 mois avant chaque échéance.

Chacune des Hautes Parties Contractantes se réserve la faculté de suspendre temporairement l'exécution du présent accord pour des raisons d'ordre publique.

En priant Votre Excellence de me faire parvenir, en vue de la conclusion formelle de cet accord, une note analogue à la présente, je profite de cette occasion pour renouveler à Vostre Excellence les assurances de ma plus haute considération ».

J'ai l'honneur de vous déclarer que le Gouvernement Royal est d'accord sur ce qui précède.

Veuillez agréer, Monsieur le Chargé d'Affaires, les assurances de ma haute considération.

MUSSOLINI.

Visto, d'ordine di Sua Maestà il Re:

p. *Il Ministro per gli affari esteri*:
SUVICH.

Verbale della seduta della Commissione italo-austriaca per l'esecuzione dell'Accordo del 3 settembre 1932 sul traffico di frontiera, tenutasi in palazzo Chigi il 17 novembre 1932-XI.

(*Omissis*).

Vengono esaminate le carte presentate dalla Delegazione italiana in cui sono indicate le zone entro cui, a suo avviso, dovrebbe avere validità la Convenzione del 3 settembre 1932 sul traffico turistico di frontiera.

Di comune accordo vengono delimitate, come risulta dalle carte allegate, le seguenti zone:

1ª - che comprende i seguenti passi: *Giogo Alto* (Hochjoch); *Giogo Basso* (Niederjoch); *Bocchetta dell'Altissima* (Hochwilde); *Passo del Rombo* (Timmel Joch);

2ª - che comprende i valichi di *Forcella di Malavalle* (Sonklarscharte) (che si aggiunge di comune accordo fra quelli già approvati nella 1ª seduta); *Campo del Prete* (Pfaffennieder); *Cima Libera* (Wilder Freiger); *Forcella di Cima Libera* (Freiger Scharte);

3ª - che comprende il *Passo di Vizze* (Pfitscher Joch);

4ª - che comprende il *Passo dei Tauri* (Krimmler Tauern), il *Passo di Gola* (Klamml Joch), la *Bocchetta di Passo Lungo* (Lenksteinjoch) e il *Passo di Stalle* (Staller Sattel);

5ª - che comprende la *Forcella di Dignas* (Tilliacherjoch), il *Passo dell'Oregone* (Hochalpljoch), il *Giogo Veranis* (Ofnerjoch), il *Passo di Volaja* (Wolaiapass) e il *Passo di M. Croce Carnico* (Plochenpass);

6ª - che comprende il *Passo di Pramollo* (Nassfeld).

(*Omissis*).

D. LUDWIG FABRITIUS
GIOVANNI CURTOPASSI

IGINIO UGO FARALLI
Ten. Col. ENRICO MATTIOLI
ENRICO SAPORITI
ALBERTO BALBI
Magg. GERARDO DEL CHICCA
PAOLO VITA FINZI

Visto, d'ordine di Sua Maestà il Re:

p. *Il Ministro per gli affari esteri*:
SUVICH.

RELAZIONE e REGIO DECRETO 11 agosto 1933, n. 1140.

Prelevamento dai fondi di riserva dell'Azienda tabacchi e dell'Azienda sali da versarsi all'Amministrazione dei monopoli di Stato.

Relazione di S. E. il Ministro Segretario di Stato per le finanze a Sua Maestà il Re, in udienza dell'11 agosto 1933-XI, sul decreto che autorizza un prelevamento dai fondi di riserva dell'Azienda tabacchi e dell'Azienda sali da versarsi all'Amministrazione dei monopoli di Stato.

MAESTÀ!

Per giovare all'incremento della vendita dei prodotti dei monopoli di Stato, si ravvisa opportuno continuare ad avvalersi di una estesa pubblicità, così nei quotidiani, come nelle riviste e pubbli-

cazioni non quotidiane, similmente a quanto fu effettuato negli esercizi decorsi.

All'uopo, peraltro, occorre autorizzare una maggiore spesa, rispetto alla previsione già stabilita per l'esercizio corrente, al capitolo n. 13 della spesa dell'Amministrazione dei monopoli di Stato, di L. 3.800.000, e in proposito può farsi fronte con prelevamenti di L. 3.400.000 dal « fondo di riserva per le spese impreviste dell'Azienda tabacchi » e di L. 400.000 dal « fondo di riserva per le spese impreviste dell'Azienda sali ».

A ciò provvede il presente decreto, che ho l'onore di sottoporre alla Augusta sanzione della Maestà Vostra.

VITTORIO EMANUELE III

PER GRAZIA DI DIO E PER VOLONTÀ DELLA NAZIONE

RE D'ITALIA

Visto l'art. 15 della legge 8 giugno 1933, n. 646, che approva lo stato di previsione dell'entrata e quello della spesa dell'Amministrazione dei monopoli di Stato, per l'esercizio finanziario 1933-34;

Visto l'art. 10 del R. decreto-legge 8 dicembre 1927, numero 2258, convertito nella legge 6 dicembre 1928, n. 3474, riguardante la costituzione dell'Amministrazione dei monopoli di Stato;

Considerato che il fondo di riserva per le spese impreviste dell'Azienda tabacchi presenta una disponibilità di lire 40.647.256,94 e quello dell'Azienda sali di L. 3.000.000, depositate in conto corrente presso la Tesoreria centrale del Regno;

Sentito il Consiglio di amministrazione dei monopoli di Stato;

Sulla proposta del Nostro Ministro Segretario di Stato per le finanze;

Abbiamo decretato e decretiamo:

Sono autorizzati i prelevamenti di L. 3.400.000 dal fondo di riserva dell'Azienda tabacchi e di L. 400.000 da quello dell'Azienda sali, da versarsi all'Amministrazione dei monopoli di Stato con imputazione al capitolo n. 12 dello stato di previsione dell'entrata del bilancio dell'Amministrazione medesima per l'esercizio 1933-34 e da inscriversi alla competenza del capitolo 13 della spesa dello stesso bilancio ed esercizio: « Spese per la partecipazione ad esposizioni, fiere e mostre campionarie - Spese varie di rappresentanza, pubblicità e propaganda ».

Questo decreto sarà comunicato al Parlamento unitamente al rendiconto consuntivo dell'Amministrazione autonoma dei monopoli di Stato per l'esercizio 1933-34.

Ordiniamo che il presente decreto, munito del sigillo dello Stato, sia inserto nella raccolta ufficiale delle leggi e dei decreti del Regno d'Italia, mandando a chiunque spetti di osservarlo e di farlo osservare.

Dato a S. Anna di Valdieri, addì 11 agosto 1933 - Anno XI

VITTORIO EMANUELE.

JUNG.

Visto, *il Guardasigilli*: DE FRANCISCI.
Registrato alla Corte dei conti, addì 7 settembre 1933 - Anno XI
Atti del Governo, registro 336, foglio 17. — MANCINI.

REGIO DECRETO 17 maggio 1933, n. 1141.
Erezione in ente morale dell'Opera pia « Fondazione Mecker », con sede in Napoli.

N. 1141. R. decreto 17 maggio 1933, col quale, sulla proposta del Capo del Governo, Primo Ministro, Ministro per l'interno, l'Opera pia « Fondazione Mecker », con sede in Napoli, viene eretta in ente morale, con amministrazione autonoma, e ne è approvato lo statuto organico.

Visto, *il Guardasigilli*: DE FRANCISCI.
Registrato alla Corte dei conti, addì 22 agosto 1933 - Anno XI

REGIO DECRETO 21 luglio 1933, n. 1142.
Riconoscimento della personalità giuridica del Monastero delle Suore Agostiniane di S. Maria Maddalena in Spello.

N. 1142. R. decreto 21 luglio 1933, col quale, sulla proposta del Capo del Governo, Primo Ministro, Ministro per l'interno, viene riconosciuta la personalità giuridica del Monastero delle Suore Agostiniane di S. Maria Maddalena in Spello ed autorizzato il trasferimento al Monastero medesimo di alcuni beni immobili già in suo possesso da epoca anteriore al Concordato ed attualmente intestati a terzi.

Visto, *il Guardasigilli*: DE FRANCISCI.
Registrato alla Corte dei conti, addì 22 agosto 1933 - Anno XI

REGIO DECRETO 21 luglio 1933, n. 1143.
Riconoscimento della personalità giuridica della Casa primaria dell'Istituto delle Figlie della Carità Canossiane, con sede in Cremona.

N. 1143. R. decreto 21 luglio 1933, col quale, sulla proposta del Capo del Governo, Primo Ministro, Ministro per l'interno, viene riconosciuta la personalità giuridica della Casa primaria dell'Istituto delle Figlie della Carità Canossiane, con sede in Cremona, ed autorizzato il trasferimento alla stessa dell'immobile in cui ha sede, dalla medesima posseduto da tempo anteriore al Concordato ed attualmente al nome di terzi intestatari.

Visto, *il Guardasigilli*: DE FRANCISCI.
Registrato alla Corte dei conti, addì 22 agosto 1933 - Anno XI

REGIO DECRETO 21 luglio 1933, n. 1144.
Riconoscimento, agli effetti civili, delle bolle del Vescovo di Casale che eregge in parrocchia la Chiesa di S. Anna, in S. Anna Pironda, frazione del comune di Montiglio.

N. 1144. R. decreto 21 luglio 1933, col quale, sulla proposta del Capo del Governo, Primo Ministro, Ministro per l'interno, vengono riconosciute, agli effetti civili, le Bolle 24 settembre e 11 novembre 1932 con le quali il Vescovo di Casale ha eretto in parrocchia autonoma la Chiesa di S. Anna, sita in S. Anna Pironda, frazione del comune di Montiglio.

Visto, *il Guardasigilli*: DE FRANCISCI.
Registrato alla Corte dei conti, addì 22 agosto 1933 - Anno XI

DECRETI PREFETTIZI:
Riduzione di cognomi nella forma italiana.

N. 443 G.

IL PREFETTO
DELLA PROVINCIA DELL'ISTRIA

Veduti il R. decreto 7 aprile 1927, n. 494, che estende a tutti i territori delle nuove Provincie le disposizioni contenute nel R. decreto-legge 10 gennaio 1926, n. 17, sulla restituzione in forma italiana dei cognomi delle famiglie della Venezia Tridentina ed il decreto Ministeriale 5 ago-

sto 1926 che approva le istruzioni per la esecuzione del Regio decreto-legge anzidetto;
Ritenuto che il cognome « Giacaz » (Jakac) è di origine italiana e che in forza dell'art. 1 di detto decreto-legge deve riassumere forma italiana;
Udito il parere della Commissione consultiva appositamente nominata;

Decreta:

Il cognome del sig. Giacaz (Jakac) Giusto figlio del fu Andrea e di Stipancich Maria, nato a Stridone (Portole) l'11 giugno 1900 e abitante a Stridone (Portole), è restituito, a tutti gli effetti di legge, nella forma italiana di « Giacca ».
Con la presente determinazione viene ridotto il cognome nella forma italiana anzidetta anche alla moglie Chert Lucia di Antonio e di Giacaz Giovanna nata a Piemonte (Grisignana) il 30 giugno 1904.

Il presente decreto, a cura del capo del Comune di attuale residenza, sarà notificato all'interessato a termini del n. 2 ed avrà ogni altra esecuzione secondo le norme di cui ai nn. 4 e 5 delle istruzioni anzidette.

Pola, addì 7 febbraio 1931 - Anno IX

Il prefetto: LEONE.

(2455)

N. 50-910 M.

IL PREFETTO
DELLA PROVINCIA DI GORIZIA

Veduti il R. decreto 7 aprile 1927, n. 494, che estende a tutti i territori delle nuove Provincie le disposizioni contenute nel R. decreto-legge 10 gennaio 1926, n. 17 sulla restituzione in forma italiana dei cognomi delle famiglie della Venezia Tridentina e le istruzioni contenute nel decreto Ministeriale 5 agosto 1926 per la esecuzione del R. decreto-legge anzidetto;
Veduto l'elenco dei cognomi da restituire in forma italiana compilato ai sensi dell'art. 1 di detto decreto Ministeriale;

Decreta:

Il cognome del sig. Mavri Valentino del fu Valentino e della fu Jereb Agnese, nato a Circhina il 10 febbraio 1875, residente a Circhina, è restituito, a tutti gli effetti di legge, nella forma italiana di « Mauri ».

Uguale restituzione è disposta per i seguenti suoi familiari:
Mavri Francesca di Giacomo Prezelj, nata a Circhina il 6 marzo 1902, moglie;
Mavri Giuseppina, nata a Circhina il 14 marzo 1920, figlia;
Mavri Paola, nata a Circhina il 10 gennaio 1923, figlia.

Il presente decreto, a cura dell'autorità comunale di Circhina, sarà notificato all'interessato a termini dell'art. 2 del succitato decreto Ministeriale 5 agosto 1926 ed avrà ogni altra esecuzione secondo le norme di cui ai nn. 4 e 5 delle istruzioni anzidette.

Gorizia, addì 6 marzo 1933 - Anno XI

Il prefetto: TROTTA.

(5663)

N. 50-909 M.

IL PREFETTO
DELLA PROVINCIA DI GORIZIA

Veduti il R. decreto 7 aprile 1927, n. 494, che estende a tutti i territori delle nuove Provincie le disposizioni contenute nel R. decreto-legge 10 gennaio 1926, n. 17, sulla restituzione in forma italiana dei cognomi delle famiglie della Venezia Tridentina e le istruzioni contenute nel decreto Ministeriale 5 agosto 1926 per la esecuzione del R. decreto-legge anzidetto;
Veduto l'elenco dei cognomi da restituire in forma italiana compilato ai sensi dell'art. 1 di detto decreto Ministeriale;

Decreta:

Il cognome del sig. Mavri Pietro fu Pietro e della fu Logar Maria, nato a Circhina il 16 novembre 1866, residente a Circhina, è restituito, a tutti gli effetti di legge, nella forma italiana di « Mauri ».

Uguale restituzione è disposta per i seguenti suoi familiari:
Mavri Anna fu Pietro Kosmac, nata a Circhina il 16 luglio 1876, moglie;
Mavri Michele, nato a Circhina il 29 settembre 1902, figlio;
Mavri Maria, nata a Circhina il 24 giugno 1906, figlia;
Mavri Antonia, nata a Circhina il 17 dicembre 1907, figlia;
Mavri Francesco, nato a Circhina il 16 ottobre 1909, figlio;
Mavri Andrea, nato a Circhina il 24 novembre 1911, figlio;
Mavri Giulia, nata a Circhina il 26 aprile 1914, figlia;
Mavri Giovanni, nato a Circhina il 20 novembre 1916, figlio.

Il presente decreto, a cura dell'autorità comunale di Circhina, sarà notificato all'interessato a termini dell'art. 2 del succitato decreto Ministeriale 5 agosto 1926 ed avrà ogni altra esecuzione secondo le norme di cui ai nn. 4 e 5 delle istruzioni anzidette.

Gorizia, addì 6 marzo 1933 - Anno XI

Il prefetto: TROTTA.

(5665)

N. 50-912 M.

IL PREFETTO
DELLA PROVINCIA DI GORIZIA

Veduti il R. decreto 7 aprile 1927, n. 494, che estende a tutti i territori delle nuove Provincie le disposizioni contenute nel R. decreto-legge 10 gennaio 1926, n. 17, sulla restituzione in forma italiana dei cognomi delle famiglie della Venezia Tridentina e le istruzioni contenute nel decreto Ministeriale 5 agosto 1926 per la esecuzione del R. decreto-legge anzidetto;
Veduto l'elenco dei cognomi da restituire in forma italiana compilato ai sensi dell'art. 1 di detto decreto Ministeriale;

Decreta:

Il cognome del sig. Mavri Romano del fu Stefano e di Pagon Maria, nato a Circhina il 25 febbraio 1897, residente a Circhina, è restituito, a tutti gli effetti di legge, nella forma italiana di « Mauri ».

Uguale restituzione è disposta per i seguenti suoi familiari:

Mavri Francesca di Giorgio Erzen, nata a Copacnica Jugoslavia il 4 maggio 1898, moglie;

Mavri Vita-Anna, nata a Circhina il 16 giugno 1922, figlia;

Mavri Martina, nata a Circhina il 24 agosto 1924, figlia;

Mavri Giovanni, nato a Circhina, il 10 maggio 1926, figlio.

Mavri Stefano fu Giovanni, nato a Circhina il 16 dicembre 1870, padre.

Mavri Rosalia, nata a Circhina il 24 agosto 1886, zia.

Il presente decreto, a cura dell'autorità comunale di Circhina, sarà notificato all'interessato a termini dell'art. 2 del succitato decreto Ministeriale 5 agosto 1926 ed avrà ogni altra esecuzione secondo le norme di cui ai nn. 4 e 5 delle istruzioni anzidette.

Gorizia, addì 6 marzo 1933 - Anno XI

Il prefetto: TROTTA.

(5666)

N. 50-906 M.

IL PREFETTO
DELLA PROVINCIA DI GORIZIA

Veduti il R. decreto 7 aprile 1927, n. 494, che estende a tutti i territori delle nuove Provincie le disposizioni contenute nel R. decreto-legge 10 gennaio 1926, n. 17, sulla restituzione in forma italiana dei cognomi delle famiglie della Venezia Tridentina e le istruzioni contenute nel decreto Ministeriale 5 agosto 1926 per la esecuzione del Regio decreto-legge anzidetto:

Veduto l'elenco dei cognomi da restituire in forma italiana compilato ai sensi dell'art. 1 di detto decreto Ministeriale;

Decreta:

Il cognome del sig. Mavri Giuseppe del fu Giuseppe e della fu Mocnik Maria, nato a Circhina il 12 marzo 1889 e residente a Circhina, è restituito, a tutti gli effetti di legge, nella forma italiana di « Mauri ».

Uguale restituzione è disposta per i seguenti suoi familiari:

Mavri Francesca di Giorgio Stucin, nata a Circhina il 23 febbraio 1895, moglie;

Mavri Filippo, nato a Circhina il 20 aprile 1914, figlio;

Mavri Giuseppe, nato a Circhina il 10 giugno 1917, figlio;

Mavri Francesca, nata a Circhina il 3 aprile 1919, figlia;

Mavri Cecilia, nata a Circhina il 19 ottobre 1921, figlia:

Mavri Caterina, nata a Circhina il 17 aprile 1923, figlia.

Mavri Maria, nata a Circhina il 9 novembre 1924, figlia:

Mavri Giovanni, nato a Circhina il 1° giugno 1930, figlio:

Mavri Giacomo, nato a Circhina il 16 luglio 1892, fratello.

Mavri Cirillo, nato a Circhina il 18 dicembre 1901, fratello;

Mavri Metodio, nato a Circhina il 5 luglio 1905, fratello.

Mavri Antonio, nato a Circhina il 21 maggio 1907, fratello.

Il presente decreto, a cura dell'autorità comunale di Circhina sarà notificato all'interessato a termini dell'art. 2 del succitato decreto Ministeriale 5 agosto 1925 ed avrà ogni altra esecuzione secondo le norme di cui ai nn. 4 e 5 delle istruzioni anzidette.

Gorizia, addì 6 marzo 1933 - Anno XI

Il prefetto: TROTTA.

(5667)

N. 50-907 M.

IL PREFETTO
DELLA PROVINCIA DI GORIZIA

Veduti il R. decreto 7 aprile 1927, n. 494, che estende a tutti i territori delle nuove Provincie le disposizioni contenute nel R. decreto-legge 10 gennaio 1926, n. 17, sulla restituzione in forma italiana dei cognomi delle famiglie della Venezia Tridentina e le istruzioni contenute nel decreto Ministeriale 5 agosto 1926 per la esecuzione del R. decreto-legge anzidetto;

Veduto l'elenco dei cognomi da restituire in forma italiana compilato ai sensi dell'art. 1 di detto decreto Ministeriale:

Decrea:

Il cognome del sig. Mavri Luigi del fu Antonio e della fu Valentincic Anna, nato a Circhina il 18 aprile 1861 e residente a Circhina, è restituito, a tutti gli effetti di legge, nella forma italiana di « Mauri ».

Uguale restituzione è disposta per i seguenti suoi famigliari:

Mavri Vittoria, nata a Circhina il 30 giugno 1906, figlia;

Mavri Maria, nata a Circhina il 20 agosto 1908, figlia.

Il presente decreto, a cura dell'autorità comunale di Circhina, sarà notificato all'interessato a termini dell'art. 2 del succitato decreto Ministeriale 5 agosto 1926 ed avrà ogni altra esecuzione secondo le norme di cui ai nn. 4 e 5 delle istruzioni anzidette.

Gorizia, addì 6 marzo 1933 - Anno XI

Il prefetto: TROTTA.

(5668)

PRESENTAZIONE DI DECRETI-LEGGE AL PARLAMENTO

MINISTERO DELLE COMUNICAZIONI

Agli effetti dell'art. 3 della legge 31 gennaio 1926, n. 100, si notifica che S. E. il Ministro per le comunicazioni, con lettera in data 8 settembre 1933, ha inviato alla Presidenza della Camera dei deputati il disegno di legge relativo alla conversione in legge del R. decreto-legge 29 giugno 1933, n. 1055, che reca provvedimenti circa le tasse speciali per le merci in transito attraverso il porto di Genova, pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* del 26 agosto 1933-XI.

(5771)

MINISTERO DELLE COMUNICAZIONI

Agli effetti dell'art. 3 della legge 31 gennaio 1926, n. 100, si notifica che S. E. il Ministro per le comunicazioni con lettera in data 8 settembre 1933, ha inviato alla Presidenza della Camera dei deputati il disegno di legge relativo alla conversione in legge del R. decreto-legge 29 giugno 1933, n. 1056, concernente la esenzione dalla sopratassa di ancoraggio e sui passeggeri alle navi che durante l'Anno Santo faranno scalo nei porti di Genova, Napoli e Trieste, pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* del 26 agosto 1933-XI.

(5772)

Agli effetti dell'art. 3 della legge 31 gennaio 1926, n. 100, si notifica che in data 7 settembre 1933-XI, S. E. il Ministro per le comunicazioni ha rimesso alla Ecc.ma Presidenza della Camera dei deputati il disegno di legge per la conversione in legge del R. decreto-legge 29 giugno 1933, n. 1093, relativo alle modificazioni alle vigenti norme sulla circolazione delle motoleggere, dei motocicli ed a quelle sui loro conducenti.

(5773)

DISPOSIZIONI E COMUNICATI

MINISTERO DELLE CORPORAZIONI

UFFICIO DELLA PROPRIETÀ INTELLETTUALE

Elenco n. 8 dei trasferimenti di privative industriali registrati nel 1933.

N. 11242, trascritto il 29 aprile 1933.
Trasferimento totale dalla Federazione Italiana dei Consorzi Agrari e da Longhini Pietro, a Roma, a Longhini Pietro, a Piacenza, della privativa industriale n. 177069 reg. gen.; vol. 511, n. 70 reg. att., con decorrenza dal 29 luglio 1919, per l'invenzione dal titolo:
« Dispositivo per l'abbassamento ed il sollevamento automatico dei vomeri degli aratri ».
(Atto di cessione del 1° aprile 1933, registrato l'8 aprile 1933 all'ufficio demaniale di Roma, n. 31008, vol. 446, atti privati).

N. 11243, trascritto il 29 aprile 1933.
Trasferimento totale dalla Federazione Italiana dei Consorzi Agrari e da Longhini Pietro, a Roma, a Longhini Pietro, a Piacenza, della privativa industriale n. 214368 reg. gen.; vol. 635, n. 124 reg. att., con decorrenza dal 4 ottobre 1922, per l'invenzione dal titolo:
« Macchina seminatrice ».
(Atto di cessione del 1° aprile 1933, registrato l'8 aprile 1933 all'ufficio demaniale di Roma, n. 31008, vol. 446, atti privati).

N. 11244, trascritto il 29 aprile 1933.
Trasferimento totale dalla Federazione Italiana dei Consorzi Agrari e da Longhini Pietro, a Roma, a Longhini Pietro, a Piacenza, della privativa industriale n. 241532 reg. gen.; vol. 699, n. 8 reg. att., con decorrenza dal 28 luglio 1925, per l'invenzione dal titolo:
« Aratro ».
(Atto di cessione del 1° aprile 1933, registrato l'8 aprile 1933 all'ufficio demaniale di Roma, n. 31008, vol. 446, atti privati).

N. 11245, trascritto il 29 aprile 1933.
Trasferimento totale dalla Federazione Italiana dei Consorzi Agrari e da Longhini Pietro, a Roma, a Longhini Pietro, a Piacenza, della privativa industriale n. 289295 reg. gen.; con decorrenza dal 18 aprile 1931, per l'invenzione dal titolo:
« Sistema di sterzo per aratri, erpici, ruspe e simili, aventi dispositivi per abbassamento e sollevamento automatico ».
(Atto di cessione del 1° aprile 1933, registrato l'8 aprile 1933 all'ufficio demaniale di Roma, n. 31008, vol. 446, atti privati).

N. 11246, trascritto il 14 settembre 1931.
Trasferimento totale dalla Société Française Cinechromatique (Procédés R. Berthon), a Parigi, alla Société « Optichrom », a Glaris (Svizzera), della privativa industriale n. 297180 reg. gen.; con decorrenza dal 7 marzo 1931, per l'invenzione dal titolo:
« Pellicola sonora striata ».
(Atto di cessione del 10 giugno 1931, registrato il 4 settembre 1931 all'ufficio demaniale di Milano, n. 15405, vol. 3386, atti privati).

N. 11247, trascritto il 14 settembre 1931.
Trasferimento totale dalla Société Française Cinechromatique (Procédés R. Berthon), a Parigi, alla Société « Optichrom », a Glaris (Svizzera), della privativa industriale n. 298142 reg. gen.; con decorrenza dal 7 aprile 1931, per l'invenzione dal titolo:
« Procedimento di riproduzione fotografica per inversione delle immagini ».
(Atto di cessione del 10 giugno 1931, registrato il 4 settembre 1931 all'ufficio demaniale di Milano, n. 15405, vol. 3386, atti privati).

N. 11248, trascritto il 14 settembre 1931.
Trasferimento totale dalla Société Française Cinechromatique (Procédés R. Berthon), a Parigi, alla Société « Optichrom », a Glaris (Svizzera), della privativa industriale n. 298014 reg. gen.; con decorrenza dal 27 marzo 1931, per l'invenzione dal titolo:
« Procedimento e dispositivo per l'incisione di eliche micrometriche su superfici cilindriche ».
(Atto di cessione del 10 giugno 1931, registrato il 4 settembre 1931 all'ufficio demaniale di Milano, n. 15405, vol. 3386, atti privati).

N. 11249, trascritto il 14 settembre 1931.
Trasferimento totale dalla Société Française Cinechromatique (Procédés R. Berthon), a Parigi, alla Société « Optichrom », a Glaris (Svizzera), della privativa industriale n. 291217 reg. gen.; con decorrenza dall'8 luglio 1930, per l'invenzione dal titolo:
« Procedimento di utilizzazione dei fotogrammi sonori per la riproduzione dei suoni ».
(Atto di cessione del 10 giugno 1931, registrato il 4 settembre 1931 all'ufficio demaniale di Milano, n. 15405, vol. 3386, atti privati).

N. 11250, trascritto il 14 settembre 1931.
Trasferimento totale dalla Société Française Cinechromatique (Procédés R. Berthon), a Parigi, alla Société « Optichrom », a Glaris (Svizzera), della privativa industriale n. 291268 reg. gen.; con decorrenza dall'8 luglio 1930, per l'invenzione dal titolo:
« Pellicola sonora striata atta alla proiezione delle immagini a colori, contemporaneamente alla riproduzione dei suoni ».
(Atto di cessione del 10 giugno 1931, registrato il 4 settembre 1931 all'ufficio demaniale di Milano, n. 15405, vol. 3386, atti privati).

N. 11251, trascritto il 14 settembre 1931.
Trasferimento totale dalla Société Française Cinechromatique (Procédés R. Berthon), a Parigi, alla Société « Optichrom », a Glaris (Svizzera), della privativa industriale n. 289928 reg. gen.; con decorrenza dal 7 maggio 1931, per l'invenzione dal titolo:
« Procedimento ed apparecchio per la produzione di pellicole sonore e simili ».
(Atto di cessione del 10 giugno 1931, registrato il 4 settembre 1931 all'ufficio demaniale di Milano, n. 15405, vol. 3386, atti privati).

N. 11252, trascritto il 14 settembre 1931.
Trasferimento totale dalla Société Française Cinechromatique (Procédés R. Berthon), a Parigi, alla Société « Optichrom », a Glaris (Svizzera), della privativa industriale n. 288829 reg. gen.; con decorrenza dal 25 marzo 1930, per l'invenzione dal titolo:
« Procedimento ed apparecchio per la riproduzione continua per contatto delle pellicole fotografiche striate », e dell'attestato di complemento n. 2161/1931.
(Atto di cessione del 10 giugno 1931, registrato il 4 settembre 1931 all'ufficio demaniale di Milano, n. 15405, vol. 3386, atti privati).

N. 11253, trascritto il 14 settembre 1931.
Trasferimento totale dalla Société Française Cinechromatique (Procédés R. Berthon), a Parigi, alla Société « Optichrom », a Glaris

(Svizzera), della privativa industriale n. 297710 reg. gen.; con decorrenza dal 28 gennaio 1931, per l'invenzione dal titolo:

« Perfezionamenti nei metodi di riproduzione delle pellicole cinematografiche ad elementi rifrangenti microscopici per la proiezione a colori ».

(Atto di cessione del 10 giugno 1931, registrato il 4 settembre 1931 all'ufficio demaniale di Milano, n. 15405, vol. 3386, atti privati).

N. 11254, trascritto il 14 settembre 1931.

Trasferimento totale dalla Société Française Cinechromatique (Procédés R. Berthon), a Parigi, alla Société « Optichrom », a Glaris (Svizzera), della privativa industriale n. 299944 reg. gen.; con decorrenza dal 28 gennaio 1931, per l'invenzione dal titolo:

« Procedimento per la riproduzione di pellicole rigate per la cinematografia a colori ».

(Atto di cessione del 10 giugno 1931, registrato il 4 settembre 1931 all'ufficio demaniale di Milano, n. 15405, vol. 3386, atti privati).

N. 11255, trascritto il 14 settembre 1931.

Trasferimento totale dalla Société Française Cinechromatique (Procédés R. Berthon), a Parigi, alla Société « Optichrom », a Glaris (Svizzera), della privativa industriale n. 282417 reg. gen.; con decorrenza dal 23 luglio 1929, per l'invenzione dal titolo:

« Perfezionamenti nella rispoduzione per contatto di pellicole striate per cinematografia a colori ».

(Atto di cessione del 10 giugno 1931, registrato il 4 settembre 1931 all'ufficio demaniale di Milano, n. 15405, vol. 3386, atti privati).

N. 11256, trascritto il 14 settembre 1931.

Trasferimento totale dalla Société Française Cinechromatique (Procédés R. Berthon), a Parigi, alla Société « Optichrom », a Glaris (Svizzera), della privativa industriale n. 282894 reg. gen.; con decorrenza dal 12 giugno 1929, per l'invenzione dal titolo:

« Filtro selettore per la fotografia a colori con pellicole munite di incisioni ».

(Atto di cessione del 10 giugno 1931, registrato il 4 settembre 1931 all'ufficio demaniale di Milano, n. 15405, vol. 3386, atti privati).

N. 11257, trascritto il 14 settembre 1931.

Trasferimento totale dalla Société Française Cinechromatique (Procédés R. Berthon), a Parigi, alla Société « Optichrom », a Glaris (Svizzera), della privativa industriale n. 282215 reg. gen.; con decorrenza dal 18 marzo 1929, per l'invenzione dal titolo:

« Procedimento per eliminare le marezzature durante la riproduzione di una pellicola cinematografica a superficie rigata per la proiezione in colori su di una pellicola vergine dello stesso tipo ».

(Atto di cessione del 10 giugno 1931, registrato il 4 settembre 1931 all'ufficio demaniale di Milano, n. 15405, vol. 3386, atti privati).

N. 11258, trascritto il 14 settembre 1931.

Trasferimento totale dalla Société Française Cinechromatique (Procédés R. Berthon), a Parigi, alla Société « Optichrom », a Glaris (Svizzera), della privativa industriale n. 279471 reg. gen.; con decorrenza dal 18 marzo 1929, per l'invenzione dal titolo:

« Perfezionamenti alle stampatrici per pellicole in colori naturali ».

(Atto di cessione del 10 giugno 1931, registrato il 4 settembre 1931 all'ufficio demaniale di Milano, n. 15405, vol. 3386, atti privati).

N. 11259, trascritto il 14 settembre 1931.

Trasferimento totale dalla Société Française Cinechromatique (Procédés R. Berthon), a Parigi, alla Société « Optichrom », a Glaris (Svzziera), della privativa industriale n. 276127 reg. gen.; con decorrenza dal 6 dicembre 1928, per l'invenzione dal titolo:

« Perfezionamenti ai filtri colorati destinati alla proiezione a colori delle pellicole a incisione rinfrangente a linee ».

(Atto di cessione del 10 giugno 1931, registrato il 4 settembre 1931 all'ufficio demaniale di Milano, n. 15405, vol. 3386, atti privati).

N. 11260, trascritto il 14 settembre 1931.

Trasferimento totale dalla Société Française Cinechromatique (Procédés R. Berthon), a Parigi, alla Société « Optichrom », a Glaris (Svizzera), della privativa industriale n. 279374 reg. gen.; con decorrenza dal 9 novembre 1929, per l'invenzione dal titolo:

« Stampatrice per la riproduzione di pellicole colorate su pellicole striate ».

(Atto di cessione del 10 giugno 1931, registrato il 4 settembre 1931 all'ufficio demaniale di Milano, n. 15405, vol. 3386, atti privati).

N. 11261, trascritto il 14 settembre 1931.

Trasferimento totale dalla Société Française Cinechromatique (Procédés R. Berthon) a Parigi, alla Société « Optichrom », a Glaris (Svizzera), della privativa industriale n. 273570 reg. gen.; con decorrenza dal 2 ottobre 1928, per l'invenzione dal titolo:

« Perfezionamenti apportati alle macchine per incidere le pellicole per fotografia e cinematografia a colori ».

(Atto di cessione del 10 giugno 1931, registrato il 4 settembre 1931 all'ufficio demaniale di Milano, n. 15405, vol. 3386, atti privati).

N. 11262, trascritto il 14 settembre 1931.

Trasferimento totale dalla Société Française Cinechromatique (Procédés R. Berthon), a Parigi, alla Société « Optichrom », a Glaris (Svizzera), della privativa industriale n. 272883 reg. gen.; con decorrenza dal 3 agosto 1928, per l'invenzione dal titolo:

« Procedimento per la soppressione simultanea degli amoerri e delle aberrazioni cromatiche di diffrazione nella riproduzione delle pellicole a colori a reti periodiche ».

(Atto di cessione del 10 giugno 1931, registrato il 4 settembre 1931 all'ufficio demaniale di Milano, n. 15405, vol. 3386, atti privati).

N. 11263, trascritto il 14 settembre 1931.

Trasferimento totale dalla Société Française Cinechromatique (Procédés R. Berthon), a Parigi, alla Société « Optichrom », a Glaris (Svizzera), della privativa industriale n. 271407 reg. gen.; con decorrenza dal 26 luglio 1928, per l'invenzicne dal titolo:

« Procedimento d'illuminazione indiretta per la riproduzione delle pellicole stampate ».

(Atto di cessione del 10 giugno 1931, registrato il 4 settembre 1931 all'ufficio demaniale di Milano, n. 15405, vol. 3386, atti privati).

N. 11264, trascritto il 14 settembre 1931.

Trasferimento totale dalla Société Française Cinechromatique (Procédés R. Berthon), a Parigi, alla Société « Optichrom », a Glaris (Svizzera), della privativa industriale n. 273132 reg. gen.; con decorrenza dal 21 luglio 1928, per l'invenzione dal titolo:

« Perfezionamenti introdotti nei filtri selettori adoperati con le pellicole ad alementi microscopici rifrangenti ».

(Atto di cessione del 10 giugno 1931, registrato il 4 settembre 1931 all'ufficio demaniale di Milano, n. 15405, vol. 3386, atti privati).

N. 11265, trascritto il 14 settembre 1931.

Trasferimento totale dalla Société Française Cinechromatique (Procédés R. Berthon), a Parigi, alla Société « Optichrom », a Glaris (Svizzera), della privativa industriale n. 291469 reg. gen.; con decorrenza dal 12 luglio 1930, per l'invenzione dal titolo:

« Procedimento di incisione per cilindri destinati all'impressione di elementi microscopici su pellicole cinematografiche ».

(Atto di cessione del 10 giugno 1931, registrato il 4 settembre 1931 all'ufficio demaniale di Milano, n. 15405, vol. 3386, atti privati).

N. 11266, trascritto il 14 settembre 1931.

Trasferimento totale dalla Société Française Cinechromatique (Procédés R. Berthon), a Parigi, alla Société « Optichrom », a Glaris (Svizzera), della privativa industriale n. 278777 reg. gen.; con decorrenza dall'11 febbraio 1929, per l'invenzione del titolo:

« Dispositivo per l'illuminazione di pellicole striate ».

(Atto di cessione del 10 giugno 1931, registrato il 4 settembre 1931 all'ufficio demaniale di Milano, n. 15405, vol. 3386, atti privati).

N. 11267, trascritto il 14 settembre 1931.

Trasferimento totale dalla Société Française Cinechromatique (Procédés R. Berthon), a Parigi, alla Société « Optichrom », a Glaris

(Svizzera), della privativa industriale n. 276043 reg. gen.; con decorrenza dal 6 dicembre 1928, per l'invenzione dal titolo:
« Stampatrice per pellicole incise ».
(Atto di cessione del 10 giugno 1931, registrato il 4 settembre 1931 all'ufficio demaniale di Milano, n. 15405, vol. 3386, atti privati).

N. 11268, trascritto il 14 settembre 1931.
Trasferimento totale dalla Société Française Cinechromatique (Procédés R. Berthon), a Parigi, alla Société « Optichrom », a Glaris (Svizzera), della privativa industriale n. 276042 reg. gen.; con decorrenza dal 6 dicembre 1928, per l'invenzione dal titolo:
« Procedimento per la proiezione e riproduzione delle pellicole reticolate, usate per la proiezione in colori ».
(Atto di cessione del 10 giugno 1931, registrato il 4 settembre 1931 all'ufficio demaniale di Milano, n. 15405, vol. 3386, atti privati).

N. 11269, trascritto l'11 marzo 1931.
Trasferimento totale da Arato Achille, a Torino, a Cohen-Venezian Carlo, a Torino, della privativa industriale n. 283190 reg. gen.; con decorrenza dal 10 ottobre 1929, per l'invenzione dal titolo:
« Ruota per veicoli destinati a viaggiare su strada ordinaria e su ferrovia ».
(Atto di cessione del 27 dicembre 1929, registrato il 1° gennaio 1930 all'ufficio demaniale di Oulx, n. 374, atti pubblici).

N. 11270, trascritto l'11 marzo 1931.
Trasferimento totale da Arato Achille, a Torino, a Cohen-Venezian Carlo, a Torino, della privativa industriale n. 284374 reg. gen.; con decorrenza dal 23 novembre 1929, per l'invenzione dal titolo:
« Disposizioni per il montaggio di ruote direttrici su assali portanti di veicoli ».
(Atto di cessione del 27 dicembre 1929, registrato il 1° gennaio 1930 all'ufficio demaniale di Oulx, n. 374, atti pubblici).

N. 11271, trascritto l'11 marzo 1931.
Trasferimento totale da Arato Achille, a Torino, a Cohen-Venezian Carlo, a Torino, della privativa industriale n. 284226 reg. gen.; con decorrenza dal 23 novembre 1929, per l'invenzione dal titolo:
« Dispositivo di sopporto per l'alberino porta-eccentrico di comandi dei ceppi di freni ad espansione per veicoli ».
(Atto di cessione del 27 dicembre 1929, registrato il 1° gennaio 1930 all'ufficio demaniale di Oulx, n. 374, atti pubblici).

N. 11272, trascritto l'11 marzo 1931.
Trasferimento totale da Arato Achille, a Torino, a Cohen-Venezian Carlo, a Torino, della privativa industriale n. 284375 reg. gen.; con decorrenza dal 23 novembre 1929, per l'invenzione dal titolo:
« Meccanismo di comando delle ruote direttrici per veicoli ».
(Atto di cessione del 27 dicembre 1929, registrato il 1° gennaio 1930 all'ufficio demaniale di Oulx, n. 374, atti pubblici).

N. 11273, trascritto l'11 marzo 1931.
Trasferimento totale da Arato Achille, a Torino, a Cohen-Venezian Carlo, a Torino, della privativa industriale n. 283917 reg. gen.; con decorrenza dal 25 novembre 1929, per l'invenzione dal titolo:
« Dispositivo per il comando automatico dei freni nei veicoli rimorchiati ».
(Atto di cessione del 27 dicembre 1929, registrato il 1° gennaio 1930 all'ufficio demaniale di Oulx, n. 374, atti pubblici).

N. 11274, trascritto l'11 marzo 1931.
Trasferimento totale da Arato Achille, a Torino, a Cohen-Venezian Carlo, a Torino, della privativa industriale n. 284284 reg. gen.; con decorrenza dal 26 novembre 1929, per l'invenzione dal titolo:
« Dispositivo per il comando dei freni nei veicoli rimorchiati ».
(Atto di cessione del 27 dicembre 1929, registrato il 1° gennaio 1930 all'ufficio demaniale di Oulx, n. 374, atti pubblici).

N. 11275, trascritto l'11 marzo 1931.
Trasferimento totale da Gebrüder Andersen e Arato Carlo, a Kiel e a Torino, a Cohen-Venezian Carlo, a Torino, della privativa industriale n. 268896 reg. gen.; con decorrenza dall'11 maggio 1928, per l'invenzione dal titolo:
« Dispositivo per il comando dei freni nei veicoli rimorchiati a quattro ruote ».
(Atto di cessione dell'8 luglio 1929, registrato il 3 settembre 1929 all'ufficio demaniale di Torino, n. 2446, atti privati).

N. 11276, trascritto l'11 maggio 1931.
Trasferimento totale da Arato Achille, a Torino, a Cohen-Venezian Carlo, a Torino, della privativa industriale n. 265176 reg. gen.; con decorrenza dal 9 dicembre 1927, per l'invenzione dal titolo:
« Dispositivo di direzione per veicoli rimorchiati con due coppie di ruote sterzabili ».
(Atto di cessione del 3 agosto 1929, registrato il 13 agosto 1829 all'ufficio demaniale di Torino, n. 1946, atti pubblici).

N. 11277, trascritto il 4 dicembre 1928.
Trasferimento totale da Landi Michele, a Milano, alla Soc. An. Le Four Chimique Rotatif, a Parigi, della privativa industriale n. 240632 reg. gen.; vol. 695, n. 201 reg. att., con decorrenza dal 26 giugno 1925, per l'invenzione dal titolo:
« Forno elettrico rotativo per trattamento diretto e continuo di minerali di zinco, stagno e simili, ed in generale di tutti i minerali composti, in ispecie di quelli un componente dei quali convenga trasformare direttamente in ossido ».
(Atto di cessione del 29 ottobre 1928, registrato il 24 novembre 1928 all'ufficio demaniale di Torino, n. 17322, vol. 503, atti privati).

N. 11278, trascritto il 16 giugno 1929.
Trasferimento totale da Bellak Rudolf, a Vienna, alla « Tuscania » Industrie Riunite, a Firenze, della privativa industriale n. 254124 reg. gen.; con decorrenza dal 3 novembre 1926, per l'invenzione dal titolo:
« Processo e mezzo per cementare ferro ed acciaio ».
(Atto di cessione a firma del cedente del 7 gennaio 1929, registrato il 18 maggio 1929 all'ufficio demaniale di Roma, n. 29800, vol. 391, atti privati).

N. 11279, trascritto il 6 giugno 1931.
Trasferimento totale da Shaw John Kershaw, a Minneapolis Minnesota, a Shaw Emily Blanche, a Minneapolis Minnesota, della privativa industriale n. 194339 reg gen.; vol. 552, n. 240 reg. att., con decorrenza dal 12 gennaio 1921, per l'invenzione dal titolo:
« Metodo di fabbricazione di tavole con sostanze fibrose ».
(Per successione come da testamento pubblico del 2 ottobre 1926, registrato il 27 aprile 1933 all'ufficio demaniale di Genova, n. 23003, vol. 662 atti privati).

N. 11280, trascritto il 6 giugno 1931.
Trasferimento totale da Shaw John Kershaw, a Minneapolis Minnesota, a Shaw Emily Blanche, a Minneapolis Minnesota, della privativa industriale n. 194340 reg. gen.; vol. 552, n. 241 reg. att., con decorrenza dal 12 gennaio 1921, per l'invenzione dal titolo:
« Metodo di fabbricazione di tavole di fibra ».
(Per successione come da testamento pubblico del 2 ottobre 1926, registrato il 27 aprile 1933 all'ufficio demaniale di Genova, n. 23003, vol. 662 atti privati).

N. 11281, trascritto il 6 giugno 1931.
Trasferimento totale da Shaw John Kershaw, a Minneapolis Minnesota, a Shaw Emily Blanche, a Minneapolis Minnesota, della privativa industriale n. 194341 reg. gen; vol. 552, n. 242 reg. att., con decorrenza dal 12 gennaio 1921, per l'invenzione dal titolo:
« Perfezionamenti nella fabbricazione di tavole ottenute con fibre di canne da zucchero e fibre analoghe ».
(Per successione come da testamento pubblico del 2 ottobre 1926, registrato il 27 aprile 1933 all'ufficio demaniale di Genova, n. 23003, vol. 662 atti privati).

N. 11282, trascritto il 5 marzo 1930.
Trasferimento totale da Shaw Emily Blanche, a Minneapolis Minnesota, alla Dahlberg & Co. Inc., a Chicago Illinois, della privativa industriale n. 194339 reg. gen.; vol. 552, n. 240 reg. att., con decorrenza dal 12 gennaio 1921, per l'invenzione dal titolo:
« Metodo di fabbricazione di tavole con sostanze fibrose ».
(Atto di cessione del 31 luglio 1929, registrato il 18 febbraio 1930 all'ufficio demaniale di Genova, n. 9380, vol. 636, atti privati).

N. 11283, trascritto il 5 marzo 1930.
Trasferimento totale da Shaw Emily Blanche, a Minneapolis Minnesota, alla Dahlberg & Co. Inc., a Chicago Illinois, della privativa industriale n. 194341 reg. gen.; vol. 552, n. 242 reg. att., con decorrenza dal 12 gennaio 1921, per l'invenzione dal titolo:
« Perfezionamenti nella fabbricazione di tavole ottenute con fibre di canna da zucchero e fibre analoghe ».
(Atto di cessione del 31 luglio 1929, registrato il 18 febbraio 1930 all'ufficio demaniale di Genova, n. 9380, vol. 636, atti privati).

N. 11284, trascritto il 5 marzo 1930.
Trasferimento totale da Shaw Emily Blanche, a Minneapolis Minnesota, alla Dahlberg & Co. Inc., a Chicago Illinois, della privativa industriale n. 194340 reg. gen.; vol. 552, n. 241 reg. att., con decorrenza dal 12 gennaio 1921, per l'invenzione dal titolo:
« Metodo di fabbricazione di tavole di fibra ».
(Atto di cessione del 31 luglio 1929, registrato il 18 febbraio 1930 all'ufficio demaniale di Genova, n. 9380, vol. 636, atti privati).

N. 11285, trascritto il 20 marzo 1929.
Trasferimento totale dall'Oesterreichische Daimler-Motoren A. G., a Wiener Neustadt (Austria), all'Austro Daimler-Puchwerke A. G., a Wiener Neustadt (Austria), della privativa industriale n. 250588 reg. gen.; con decorrenza dal 24 giugno 1926, per l'invenzione dal titolo:
« Automobile con sala articolata a molleggiamento smorzato ».
(Certificato di cambiamento della ragione sociale del 5 marzo 1929, registrato il 12 marzo 1929 all'ufficio demaniale di Roma, n. 17438, vol. 360, atti privati).

N. 11286, trascritto il 20 marzo 1929.
Trasferimento totale da Dieden Theodor, a Karlsbund-Orebro (Svezia), alla Pulvis A. G., a Glarus (Svizzera), della privativa industriale n. 266770 reg. gen.; con decorrenza dall'11 febbraio 1928, per l'invenzione dal titolo:
« Sistema perfezionato d'innesto ad autodisgiunzione ».
(Atto di cessione del 20 novembre 1928, registrato il 23 gennaio 1929 all'ufficio demaniale di Roma, n. 18598, vol. 386, atti privati).

N. 11287, trascritto il 21 dicembre 1928.
Trasferimento totale da Bruni Italo e Bevilacqua Giuseppe, a Recco (Genova), a Bevilacqua Giuseppe, a Recco (Genova), della privativa industriale n. 266555 reg. gen.; con decorrenza dal 10 gennaio 1928, per l'invenzione dal titolo:
« Calendario perpetuo meccanico funzionante mediante introduzione di monete o gettoni ».
(Atto di cessione dell'11 dicembre 1928, registrato il 13 dicembre 1928 all'ufficio demaniale di Milano, n. 739, vol 3214, atti privati).

N. 11288, trascritto il 16 febbraio 1929.
Trasferimento totale da Dupuy Marius, a Villeurbanne (Francia), alla Société D. O. Société Anonyme, a Lione, della privativa industriale n. 266993 reg. gen.; con decorrenza dall'11 febbraio 1928, per l'invenzione dal titolo:
« Procedimento per rendere la seta artificiale più soffice e più resistente ».
(Atto di cessione del 30 gennaio 1929, registrato il 13 febbraio 1929 all'ufficio demaniale di Torino, n. 29638, vol. 504, atti privati).

N. 11289, trascritto il 5 luglio 1929.
Trasferimento totale dalla Gebr. Himmelsbach Aktiengesellschaft, a Freiburg i/B, alla Impreva Holzimpragnierung und Holzverwertung A. G., a Charlottenburg (Germania), della privativa industriale n. 178842 reg. gen.; vol. 532, n. 195 reg. att., con decorrenza dal 31 dicembre 1919, per l'invenzione dal titolo:
« Processo per l'impregnazione del legno ».
(Atto di cessione a firma delle parti del 7 febbraio 1929, registrato l'8 giugno 1929 all'ufficio demaniale di Roma, n. 31818, vol. 391, atti privati).

N. 11290, trascritto il 5 luglio 1929.
Trasferimento totale dalla Gebr. Himmelsbach Aktiengesellschaft, a Freiburg i/B, alla Impreva Holzimpragnierung und Holzverwertung A. G., a Charlottenburg (Germania), della privativa industriale n. 233098 reg. gen.; vol. 630, n. 180 reg. att., con decorrenza dal 28 agosto 1924, per l'invenzione dal titolo:
« Procedimento per accelerare ed aumentare l'assorbimento e la distribuzione di sostanze protettive e coloranti in materiali gonfiabili ».
(Atto di cessione a firma delle parti del 7 febbraio 1929, registrato l'8 giugno 1929 all'ufficio demaniale di Roma, n. 31818, vol. 391, atti privati).

N. 11291, trascritto il 5 luglio 1929.
Trasferimento totale dalla Gebr. Himmelsbach Aktiengesellschaft, a Freiburg i/B, alla Impreva Holzimpragnierung und Holzverwertung A. G., a Charlottenburg (Germania), della privativa industriale n. 240189 reg. gen.; vol. 711, n. 84 reg. att., con decorrenza dal 16 giugno 1925, per l'invenzione dal titolo:
« Procedimento per la produzione di un rivestimento impermeabile su legno ».
(Atto di cessione a firma delle parti del 7 febbraio 1929, registrato l'8 giugno 1929 all'ufficio demaniale di Roma, n. 31818, vol. 391, atti privati).

N. 11292, trascritto il 28 giugno 1930.
Trasferimento totale dalla Powerplus Limited, a Londra, alla Powerplus (1927) Limited, Engineers, a Londra, della privativa industriale n. 244674 reg. gen.; vol. 711, n. 211 reg. att., con decorrenza dall'11 dicembre 1925, per l'invenzione dal titolo:
« Innovazione nelle pompe rotative ».
(Atto di cessione del 26 marzo 1930, registrato l'11 giugno 1930 all'ufficio demaniale di Milano, n. 86795, vol. 3326, atti privati).

N. 11293, trascritto il 28 giugno 1930.
Trasferimento totale dalla Powerplus Limited, a Londra, alla Powerplus (1927) Limited, Engineers, a Londra, della privativa industriale n. 261555 reg. gen.; con decorrenza dal 13 aprile 1927, per l'invenzione dal titolo:
« Innovazioni nelle pompe rotative ».
(Atto di cessione del 26 marzo 1930, registrato l'11 giugno 1930 all'ufficio demaniale di Milano, n. 86795, vol. 3326, atti privati).

N. 11294, trascritto il 28 giugno 1930.
Trasferimento totale dalla Powerplus Limited, a Londra, alla Powerplus (1927) Limited, Engineers, a Londra, della privativa industriale n. 248065 reg. gen.; con decorrenza dal 22 febbraio 1926, per l'invenzione dal titolo:
« Innovazioni nelle pompe rotative ».
(Atto di cessione del 26 marzo 1930, registrato l'11 giugno 1930 all'ufficio demaniale di Milano, n. 86795, vol. 3326, atti privati).

N. 11295, trascritto il 9 aprile 1930.
Trasferimento totale da Barzanò & Zanardo, a Milano, a Boechat Jean, a Locarno, della privativa industriale n. 291771 reg. gen.; con decorrenza dal 30 dicembre 1929, per l'invenzione dal titolo:
« Dispositivo per mettere in evidenza un foglio di un fascio di fogli ».
« Atto di cessione del 27 marzo 1930, registrato il 29 marzo 1930 all'ufficio demaniale di Roma, n. 27425, vol. 404, atti privati).

N. 11296, trascritto il 29 aprile 1930.
Trasferimento totale da Librè Guido e Ditta Resegotti e Romanuschi, a Torino, alla Ditta Magazzini Industriali, a Torino, della privativa industriale n. 276810 reg. gen.; con decorrenza dall'8 febbraio 1929, per l'invenzione dal titolo:
« Rubinetto a doppia regolazione ».
(Atto di cessione del 22 aprile 1930, registrato il 24 aprile 1930 all'ufficio demaniale di Torino, n. 42679, vol. 511, atti privati).

N. 11297, trascritto il 29 aprile 1930.
Trasferimento totale da Librè Guido e Ditta Resegotti e Romanuschi, a Torino, alla Ditta Magazzini Industriali, a Torino, della

privativa industriale n. 276894 reg. gen.; con decorrenza dall'8 febbraio 1930, per l'invenzione dal titolo:
« Rubinetto a valvola ».
(Atto di cessione del 22 aprile 1930, registrato il 24 aprile 1930 all'ufficio demaniale di Torino, n. 42679, vol. 511, atti privati).

N. 11298, trascritto il 29 aprile 1930.
Trasferimento totale da Lutz George Hinton, a Philadelpia Pa. (S. U. A.), alla Goad Roads Equipment Corporation, a Philadelphia Pa. (S. U. A.), della privativa industriale n. 279160 reg. gen.; con decorrenza dal 6 maggio 1929, per l'invenzione dal titolo:
« Perfezionamenti nei condotti di riscaldamento per pavimentazioni ».
(Atto di cessione del 1° marzo 1930, registrato il 24 aprile 1930 all'ufficio demaniale di Torino, n. 42660, vol. 511, atti privati).

N. 11299, trascritto il 19 febbraio 1930.
Trasferimento totale da Phillip Lannon & David Lannon, a Londra, alla The Guinea Portable Gramophone Company Limited, a Londra, della privativa industriale n. 275889 reg. gen.; con decorrenza dal 18 gennaio 1929, per l'invenzione dal titolo:
« Perfezionamenti ai fonografi ».
(Atto di cessione del 7 genaio 1930, registrato il 13 febbraio 1930 all'ufficio demaniale di Roma, n. 21785, vol. 402, atti privati).

N. 11300, trascritto il 29 aprile 1930.
Trasferimento totale da Hoffmann Georg. a Darmstadt (Germania), alla Nadellager G. m. b. H., a Berlin-Lichterfelde, della privativa industriale n. 238010 reg. gen.; vol. 682, n. 185 reg. att., con decorrenza dal 14 marzo 1925, per l'invenzione dal titolo:
« Sistema di montaggio e lubrificazione delle bielle sul bottone della manovella di motori ad esplosione a grande numero di giri ».
(Atto di cessione del 28 febbraio 1930, registrato il 24 aprile 1930 all'ufficio demaniale di Torino, n.42659, vol. 511, atti privati).

N. 11301, trascritto il 23 luglio 1931.
Trasferimento totale dalla Società Pirelli & C., a Milano, alla Società Italiana Pirelli, a Milano, della privativa industriale numero 243591 reg. gen.; con decorrenza dal 24 ottobre 1925, per l'invenzione dal titolo:
« Anello cuscinetto respingisassi ».
(Atto di cessione del 14 gennaio 1921, registrato il 22 gennaio 1921 all'ufficio demaniale di Milano, n. 8775, vol. 469, atti pubblici).

Roma, luglio 1933 - Anno XI

Il direttore: A. JANNONI.

(5721)

MINISTERO DELLE FINANZE

DIREZIONE GENERALE DEL DEBITO PUBBLICO

(3ª *pubblicazione*).

Diffida per smarrimento di certificati provvisori del Prestito del Littorio.

In applicazione dell'art. 5 del decreto Ministeriale 15 novembre 1926, pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* del Regno in pari data, ed in relazione agli articoli 15 e seguenti del R. decreto 8 giugno 1913, n. 700, si notifica che è stato denunziato lo smarrimento dei sottoindicati certificati provvisori del Prestito del Littorio.

Numero d'ordine del registro smarrimenti: 319 — Numero del certificato provvisorio: 173 — Consolidato 5 % — Data di emissione: 30 novembre 1926 — Ufficio di emissione: Ferrara — Intestazione: Mantovani Ferruccio di Valentino, domic. a Mirabello di Ferrara — Capitale: L. 500.

Numero d'ordine del registro smarrimenti: 320 — Numero del certificato provvisorio: 19612 — Consolidato 5 % — Data di emissione: 19 gennaio 1927 — Ufficio di emissione: Udine — Intestazione: Greatti Luigi fu Antonio, domic. a Udine — Capitale: L. 200.

Numero d'ordine del registro smarrimenti: 321 — Numero del certificato provvisorio: 26583 — Consolidato 5 % — Data di emissione: 22 gennaio 1927 — Ufficio di emissione: Udine — Intestazione: Hlis Francesco fu Giuseppe, domic. a Monte S. Vito (Gorizia) — Capitale: L. 100.

Numero d'ordine del registro smarrimenti: 322 — Numero del certificato provvisorio: 1867 — Consolidato 5 % — Data di emissione: 3 gennaio 1927 — Ufficio di emissione: Pesaro — Intestazione: Battistelli Isidoro fu Giuseppe, domic. a Molleone di Cagli (Pesaro) — Capitale: L. 100

Numero d'ordine del registro smarrimenti: 323 — Numero del certificato provvisorio: 622 — Consolidato 5 % — Data di emissione: 7 dicembre 1926 — Ufficio di emissione: Alessandria — Intestazione: Ravello Girolamo di Pietro, domic. a Castelspina, frazione del comune di Sezzadio (Alessandria) — Capitale: L. 100.

Numero d'ordine del registro smarrimenti: 324 — Numero del certificato provvisorio: 7405 — Consolidato 5 % — Data di emissione: 21 gennaio 1927 — Ufficio di emissione: Chieti — Intestazione: Cianci Nicola fu Giuseppe, domic ad Archi (Chieti) — Capitale: L. 200

Numero d'ordine del registro smarrimenti: 325 — Numero del certificato provvisorio: 15145 — Consolidato 5 % — Data di emissione: 3 febbraio 1927 — Ufficio di emissione: Messina — Intestazione: Mirci Giuseppe fu Antonio, domic. a Gualtieri Sicaminò (Messina) — Capitale: L. 500

Numero d'ordine del registro smarrimenti: 326 — Numero del certificato provvisorio: 15316 — Consolidato 5 % — Data di emissione: 3 febbraio 1927 - Ufficio di emissione: Messina - Intestazione: Giandolfo Giorgio di Giuseppe, domic. a Gualtieri Sicaminò (Messina) - Capitale: L. 500.

Numero d'ordine del registro smarrimenti: 327 — Numero del certificato provvisorio: 1626 — Consolidato 5 % — Data di emissione: 5 gennaio 1927 — Ufficio di emissione: Ascoli Piceno — Intestazione: Salvatori Rita fu Antonio, domic a Sarnano (Macerata) — Capitale: L. 100

Numero d'ordine del registro smarrimenti: 331 — Numero del certificato provvisorio: 4331 — Consolidato 5 % — Data di emissione: 31 gennaio 1927 — Ufficio di emissione: Pistoia — Intestazione: Butelli Giosuè fu Luigi, domic. a Lamporecchio (Pistoia) — Capitale: L. 500.

Numero d'ordine del registro smarrimenti: 332 — Numero del certificato provvisorio: 1588 — Consolidato 5 % — Data di emissione: 31 dicembre 1926 — Ufficio di emissione: Enna — Intestazione: Marchese di Torresena Grimaldi Baldassarre, domic. ad Enna — Capitale: L. 3000.

Numero d'ordine del registro smarrimenti: 332-*bis* — Numero del certificato provvisorio: 7784 — Consolidato 5 % — Data di emissione: 20 gennaio 1927 — Ufficio di emissione: Enna — Intestazione: Pignato Antonino fu Antonino, domic. ad Enna — Capitale: L. 100.

Numero d'ordine del registro smarrimenti: 333 — Numero del certificato provvisorio: 2663 — Consolidato 5 % — Data di emissione: 4 gennaio 1927 — Ufficio di emissione: Catania — Intestazione: Zingali Gaetano fu Antonio, domic. a Catania — Capitale: L. 3000

Numero d'ordine del registro smarrimenti: 334 — Numero del certificato provvisorio: 1275 — Consolidato 5 % — Data di emissione: 5 gennaio 1927 — Ufficio di emissione: Agrigento — Intestazione: Randisi Giuseppe - Capitale: L. 100.

Numero d'ordine del registro smarrimenti: 335 — Numero del certificato provvisorio: 11562 — Consolidato 5 % — Data di emissione: 21 gennaio 1927 — Ufficio di emissione: Palermo — Intestazione: Empoli Ignazio di Ignoti, domic. a Partinico (Palermo) — Capitale: L. 500.

Numero d'ordine del registro smarrimenti: 338 — Numero del certificato provvisorio: 582 — Consolidato 5 % — Data di emissione: 9 dicembre 1926 — Ufficio di emissione: Palermo — Intestazione: Di Quarto Andrea di Andrea, domic. a Portella di Mare, frazione del comune di Misilmeri (Palermo) — Capitale: L. 200.

Numero d'ordine del registro smarrimenti: 339 — Numero del certificato provvisorio: 11249 — Consolidato 5 % — Data di emissione: 15 gennaio 1927 — Ufficio di emissione: Treviso — Intestazione: De Luca Luigi fu Paolo, domic. a Mezzavilla, frazione del comune di Fregona (Treviso) — Capitale: L. 100.

Si diffida chiunque possa avervi interesse che, trascorsi sei mesi dalla data della prima pubblicazione nella *Gazzetta Ufficiale* del Regno, senza che siano state notificate opposizioni a chi ha denunziato lo smarrimento dei suddetti certificati provvisori, e sia stato depositato il relativo atto di notifica presso questa Direzione gene-

rale, nonchè « se l'opponente ne fosse in possesso » i certificati provvisori denunziati smarriti, si provvederà per la consegna a chi di ragione dei titoli definitivi del Prestito del Littorio corrispondenti ai certificati di cui trattasi.

Roma, addì 29 aprile 1933 - Anno XI.

Il direttore generale: CIARROCCA.

(1913)

MINISTERO DELLE FINANZE

DIREZIONE GENERALE DEL DEBITO PUBBLICO

(2ª *pubblicazione*).

Diffida per smarrimento di certificati provvisori del Prestito del Littorio.

In applicazione dell'art. 5 del decreto Ministeriale 15 novembre 1926, pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* del Regno in pari data, ed in relazione agli articoli 15 e seguenti del R. decreto 8 giugno 1913, n. 700, si notifica che è stato denunziato lo smarrimento dei sottoindicati certificati provvisori del Prestito del Littorio

Numero d'ordine del registro smarrimenti: 370 — Numero del certificato provvisorio: 15329 — Consolidato: 5 per cento — Data di emissione: 8 febbraio 1927 — Ufficio di emissione: Cagliari — Intestazione: Carta Priamo fu Priamo, domiciliato a Tuili (Cagliari) — Capitale: L. 500.

Numero d'ordine del registro smarrimenti: 371 — Numero del certificato provvisorio: 10530 — Consolidato: 5 per cento — Data di emissione: 18 gennaio 1927 — Ufficio di emissione: Alessandria — Intestazione: Toselli Andrea fu Michele, domiciliato a Cassine (Alessandria) — Capitale: L. 100.

Numero d'ordine del registro smarrimenti: 372 — Numero del certificato provvisorio: 34717 — Consolidato: 5 per cento — Data di emissione: 8 febbraio 1927 — Ufficio di emissione: Udine — Intestazione: Latteria consorziale di Planina di Circhina (Gorizia) — Capitale: L. 300.

Numero d'ordine del registro smarrimenti: 373 — Numero del certificato provvisorio: 3720 — Consolidato: 5 per cento — Data di emissione: 14 gennaio 1927 — Ufficio di emissione: Macerata — Intestazione: Paglioni D. Angelo fu Pietro, domiciliato a Castelraimondo (Macerata) — Capitale: L. 300.

Numero d'ordine del registro smarrimenti: 374 — Numero del certificato provvisorio: 15850 — Consolidato: 5 per cento — Data di emissione: 5 febbraio 1927 — Ufficio di emissione: Pesaro — Intestazione: Alberici Giuseppina di Vincenzo vedova Monaldi, domiciliata a Piandimeleto (Pesaro) — Capitale: L. 500.

Numero d'ordine del registro smarrimenti: 380 — Numero del certificato provvisorio: 2396 — Consolidato: 5 per cento — Data di emissione: 8 gennaio 1927 — Ufficio di emissione: Grosseto — Intestazione: Sgherri Giuseppe fu Santi, domiciliato a Scansano (Grosseto) — Capitale: L. 500.

Numero d'ordine del registro smarrimenti: 381 — Numero del certificato provvisorio: 17006 — Consolidato: 5 per cento — Data di emissione: 19 gennaio 1927 — Ufficio di emissione: Udine — Intestazione: Pagnutti Nicolò fu Sante, domiciliato a San Daniele nel Friuli (Udine) — Capitale: L. 100.

Numero d'ordine del registro smarrimenti: 382 — Numero del certificato provvisorio: 1791 — Consolidato: 5 per cento — Data di emissione: 12 gennaio 1927 — Ufficio di emissione: Viterbo — Intestazione: Cooperativa Boattieri di Tuscania — Capitale: L. 1000.

Numero d'ordine del registro smarrimenti: 384 — Numero del certificato provvisorio: 3103 — Consolidato: 5 per cento — Data di emissione: 14 gennaio 1927 — Ufficio di emissione: Grosseto — Intestazione: Patronato scolastico di Roccastrada — Capitale: L. 100.

Numero d'ordine del registro smarrimenti: 385 — Numero del certificato provvisorio: 7626 — Consolidato: 5 per cento — Data di emissione: 8 gennaio 1927 — Ufficio di emissione: Reggio Emilia — Intestazione: Cattini Diego fu Pietro, domiciliato a Rio Saliceto (Reggio Emilia) — Capitale: L. 500.

Numero d'ordine del registro smarrimenti: 386 — Numero del certificato provvisorio: 5988 — Consolidato: 5 per cento — Data di emissione: 19 gennaio 1927 — Ufficio di emissione: Grosseto — Intestazione: Callaini Dino fu Giovanni, domiciliato a Monticiano (Siena) — Capitale: L. 400.

Numero d'ordine del registro smarrimenti: 387 — Numero del certificato provvisorio: 11277 — Consolidato: 5 per cento — Data di emissione: 15 gennaio 1927 — Ufficio di emissione: Treviso — Intestazione: Mazzer Domenico fu Antonio, domiciliato a San Vendemiano (Treviso) — Capitale: L. 100.

Numero d'ordine del registro smarrimenti: 388 — Numero del certificato provvisorio: 4195 — Consolidato: 5 per cento — Data di emissione: 17 gennaio 1927 — Ufficio di emissione: Grosseto — Intestazione: Fascio Femminile di Casteldelpiano (Grosseto) — Capitale: L. 100.

Numero d'ordine del registro smarrimenti: 390 — Numero del certificato provvisorio: 1303 — Consolidato: 5 per cento — Data di emissione: 18 gennaio 1927 — Ufficio di emissione: Trento — Intestazione: Alberti Gioacchino fu Giocondo, domiciliato a Tione (Trento) — Capitale: L. 200

Si diffida chiunque possa avervi interesse che, trascorsi sei mesi dalla data della prima pubblicazione nella *Gazzetta Ufficiale* del Regno, senza che siano state notificate opposizioni a chi ha denunziato lo smarrimento dei suddetti certificati provvisori, e sia stato depositato il relativo atto di notifica presso questa Direzione generale, nonchè « se l'opponente ne fosse in possesso » i certificati provvisori denunziati smarriti, si provvederà per la consegna a chi di ragione dei titoli definitivi del Prestito del Littorio corrispondenti ai certificati di cui trattasi.

Roma, 30 giugno 1933 - Anno XI

Il direttore generale: CIARROCCA.

(5094)

MINISTERO DELLE FINANZE

DIREZIONE GENERALE DEL TESORO - DIV. I - PORTAFOGLIO

N. 190.

Media dei cambi e delle rendite

dell'8 settembre 1933 - Anno XI

Stati Uniti America (Dollaro)	13.18
Inghilterra (Sterlina)	59.98
Francia (Franco)	74.35
Svizzera (Franco)	366.80
Albania (Franco)	—
Argentina (Peso oro)	—
Id (Peso carta)	4.05
Austria (Shilling)	—
Belgio (Belga)	2.66
Brasile (Milreis)	—
Bulgaria (Leva)	—
Canadà (Dollaro)	12.55
Cecoslovacchia (Corona)	56.65
Cile (Peso)	—
Danimarca (Corona)	2.68
Egitto (Lira egiziana)	—
Germania (Reichsmark)	4.547
Grecia (Dracma)	—
Jugoslavia (Dinaro)	—
Norvegia (Corona)	3.02
Olanda (Fiorino)	7.69
Polonia (Zloty)	213 —
Rumenia (Leu)	—
Spagna (Peseta)	159.25
Svezia (Corona)	3.10
Turchia (Lira turca)	—
Ungheria (Pengo)	—
U. R. S. S. (Cervonetz)	—
Uruguay (Peso)	—
Rendita 3,50 % (1906)	81.55
Id. 3,50 % (1902)	79.75
Id. 3 % lordo	57.325
Consolidato 5 %	89.20
Buoni novennali. Scadenza 1934	101.05
Id. id. id. 1940	103.175
Id. id. id. 1941	103.20
Obbligazioni Venezie 3,50 %	87.95

MINISTERO DELLE FINANZE

DIREZIONE GENERALE DEL DEBITO PUBBLICO

(2ª *pubblicazione*).

Rettifiche d'intestazione.

Elenco n. 7.

Si dichiara che le rendite seguenti, per errore occorso nelle indicazioni date dai richiedenti all'Amministrazione del Debito pubblico, vennero intestate e vincolate come alla colonna 4, mentre che dovevano invece intestarsi e vincolarsi come alla colonna 5, essendo quelle ivi risultanti le vere indicazioni dei titolari delle rendite stesse:

DEBITO 1	NUMERO di iscrizione 2	AMMONTARE della rendita annua 3	INTESTAZIONE DA RETTIFICARE 4	TENORE DELLA RETTIFICA 5
3,50 % »	466787 466788	140 — 94,50	Napoli *Domenico* fu Giovanni Battista dom. a Susa (Torino).	Napoli *Ettore-Francesco-Domenico* fu Giovanni Battista, dom. a Susa (Torino).
3,50 % (1902) mista » » » »	73 339 340 341 342	3,50 7 — 7 — 7 — 7 —	Intestate come la precedente.	Intestate come la precedente.
3,50 % (1906) mista » »	6119 5258 5259	35 — 70 — 70 —	Intestate come la precedente.	Intestate come la precedente.
Cons. 5 %	406039	415 —	Fornaro *Teresa* fu Bartolomeo, moglie di *Lattore* Angelo, domic. a Castelbaglione (Alessandria) vincolata.	Fornaro *Maria-Teresa-Fiorina* fu Bartolomeo, moglie di *Laloire* Angelo, dom. come contro vincolata.
3,50 %	771032	350 —	Postiglione *Maria* fu Giuseppe, moglie di Macchia *Rocco*, dom. a Pignola (Potenza).	Postiglione *Emilietta* fu Giuseppe, moglie di Macchia *Roccantonio*, dom. come contro.
Cons. 5 % »	286446 286447	225 — 225 —	*Dangelo* Eugenio, *Dangelo* Ernesto di Audenzio dom. a Sambuca Zabut (Girgenti) vincolate di usufrutto.	*D'Angelo* Eugenio, *D'Angelo* Ernesto di Audenzio *minori sotto la p. p. del padre*, dom. come contro vincolate di usufrutto.
3,50 %	580866	255,50	Geromini *Teresa* fu Gerolamo, moglie di Vanzaghi Giovanni, dom. a Torino.	Geromini *Maria-Teresa* fu Gerolamo, moglie ecc. come contro.
Cons. 5 %	76965	70 —	*Rizza* Francesca di Agostino, minore sotto la p. p. del padre dom. a Biancavilla (Catania).	*Rizzo* Francesca di Agostino, minore ecc. come contro.
3,50 %	731267	70 —	Missenti Catterina fu Giacomo, *nubile*, dom. a Prazzo (Cuneo).	Missenti Catterina fu Giacomo, *minore sotto la p. p. della madre Olivero Giovanna fu Matteo, ved. di Missenti Giacomo*, dom. come contro.
Cons. 5 %	295949	235 —	Pierotti Laura, Anna-Maria e Rita di *Eduardo*, minori sotto la p. p. del padre, dom. a Lucca.	Pierotti Laura, Anna-Maria e Rita di *Edmondo*, minori ecc. come contro.
3,50 %	170280	1.050 —	Giordana Alfredo di Ettore, minore sotto la p. p. del padre e prole legittima nascitura di Fiachetti *Beatrice* fu Giovanni Battista, moglie di detto Giordana Ettore, dom. a Rivello (Cuneo); con usufrutto vitalizio a Fiachetti Beatrice, di Giovanni Battista, moglie ecc come sopra.	Giordana Alfredo di Ettore, minore sotto la p. p. del padre e prole nascitura legittima di Fiachetti *Felicita-Serafina-Beatrice-Egidia* ecc. come contro; con usufrutto vitalizio a Fiachetti *Felicita-Serafina-Beatrice-Egidia* ecc. come contro.
» »	262673 270437	42 — 63 —	Giordana Alfredo fu Ettore, minore sotto la p. p. della madre Fiachetti *Beatrice* di Giovanni Battista, dom. a Torino; con usufrutto vitalizio come la precedente.	Giordana Alfredo fu Ettore, minore sotto la p. p. della madre Fiachetti *Felicita-Serafina-Beatrice-Egidia*, ecc. contro; con usufrutto vitalizio come la precedente.
»	197498	87,50	Prole legittima di Fiachetti *Beatrice* di Giovanni Battista, moglie di Giordana Ettore, dom. a Torino; con usufrutto vitalizio come la precedente.	Prole legittima di Fiachetti *Felicita-Serafina-Beatrice-Egidia* ecc. come contro.

A termini dell'art. 167 del regolamento generale sul Debito pubblico approvato con R. decreto 19 febbraio 1911, n. 298, si diffida chiunque possa avervi interesse che, trascorso un mese dalla data della prima pubblicazione di questo avviso, ove non siano state notificate opposizioni a questa Direzione generale, le intestazioni suddette saranno come sopra rettificate.

Roma, 19 agosto 1933 - Anno XI.

Il direttore generale: CIARROCCA.

(5509)

MINISTERO DELLE FINANZE

DIREZIONE GENERALE DEL DEBITO PUBBLICO.

(1ª *pubblicazione*).

Diffida per smarrimento di certificati di rendita nominativa.

Conformemente alle disposizioni degli articoli 48 del testo unico delle leggi sul Debito pubblico, approvato con R. decreto 17 luglio 1910, n. 536 e 75 del regolamento generale, approvato con R. decreto 19 febbraio 1911, n. 298.

Si notifica che ai termini dell'art. 73 del citato regolamento fu denunziata la perdita dei certificati d'iscrizione delle sotto designate rendite, e fatta domanda a quest'Amministrazione affinchè, previe le formalità prescritte dalla legge, ne vengano rilasciati i nuovi.

Si diffida pertanto chiunque possa avervi interesse, che sei mesi dopo la prima delle prescritte tre pubblicazioni del presente avviso sulla *Gazzetta Ufficiale*, si rilasceranno i nuovi certificati, qualora in questo termine non vi siano state opposizioni notificate a questa Direzione generale nei modi stabiliti dall'art. 76 del citato regolamento.

CATEGORIA del Debito	NUMERO di iscrizione	INTESTAZIONI DELLE ISCRIZIONI	AMMONTARE della rendita annua di ciascuna iscrizione
3,50 % (Cat. A)	17612	Comune di Terranova di Pollino (Potenza) - vincolata . . L.	35 —
Prest. Naz. 4,50 %	1784	Pieri Antonio fu Piero, domic. a Rosignato Marittimo (Pisa) - ipotecata . . . . »	112,50
»	8291	Intestata come la precedente - ipotecata . . . . »	90 —
3,50 %	514750 Solo certificato di nuda proprietà	per la proprietà: Di Pietrantonio Maria fu Vincenzo, ved. di Testoni Emidio, domic. a Ripaltoni frazione del comune di Mosciano S. Angelo (Teramo) . . . . » per l'usufrutto: Leisdovich Mario, domic. a Teramo	70 —
3 %	36082	Canonicato di S. Eufemia Vergine Martire nel capitolo Cattedrale di Ugento (Lecce) . . . . »	3 —
3,50 %	709062 Solo certificato di nuda proprietà	per la proprietà: Bodo Domenico, Giuseppe ed Annibale fu Bernardo, minori sotto la p. p. della madre Sandri Silvestra fu Giuseppe, ved. di Bodo Bernardo, in parti uguali, domic. a Villanova Biellese (Novara) - ipotecata . . . . . . » per l'usufrutto: Subordinatamente all'ipoteca, spetta a Sandri Silvestra fu Giuseppe, ved. Bodo	280 —
Cons. 5 % Littorio	10009	De Felici Angelina fu Emilio, minore sotto la p. p. della madre Vanzini Luigia fu Luigi, ved. di De Felici Emilio, domic. a Trivolzio (Pavia) . . . . »	290 —
3,50 %	746454	Garzolino Domenico fu Francesco, domic. a Lamporo (Novara) - ipotecata . . . . »	87,50
Cons. 5 %	395746	Lanciotti Lucia di Enrico, nubile, domic. a Pietramarazzi (Alessandria) . . . . »	500 —
3,50 %	353005	Giordani Nascimbene di Stefano, domic. a Claut (Udine) - ipotecata . . . . »	126 —
Cons. 5 % Littorio	47247 Solo certificato di usufrutto	per l'usufrutto: Stievano Maria di Pietro, domic. a S. Donà di Piave (Treviso) - ipotecata . . . . » per la proprietà: Congregazione di carità di S. Biagio di Collalta (Treviso) per la fondazione di beneficenza Maria e Carmela Stievano	7.750 —
Cons 5 % (Polizza combattenti)	4555	Cappiello Pasquale di Gerardo, domic. in Otella (Potenza) . . »	20 —
Cons. 5 %	33913	Beneficio Parrocchiale di Santa Maria in Cinto Euganeo (Padova) »	375 —
3,50 %	762021	Scianna Damiano fu Giacomo, domic. a Lercara Friddi (Palermo) - vincolata . . . . »	35 —
Cons. 5 % Smarrito il foglio ricevute	120150	Cascapera Enrico fu Odoardo, minore sotto la p. p. della madre Paloni Maria fu Natale, ved. Cascapera, domic. a Velletri (Roma) . . . . »	10 —

Roma, 31 agosto 1933 - Anno XI

Il direttore generale: CIARROCCA.

(5724)

MINISTERO DELLE FINANZE

DIREZIONE GENERALE DEL DEBITO PUBBLICO

(3ª *pubblicazione*).

Diffida per smarrimento di certificati di rendita nominativa.

Conformemente alle disposizioni degli articoli 48 del testo unico delle leggi sul Debito pubblico, approvato con R. decreto 17 luglio 1910, n. 536 e 75 del regolamento generale, approvato con R. decreto 19 febbraio 1911, n. 298.

Si notifica che ai termini dell'art. 73 del citato regolamento fu denunziata la perdita dei certificati d'iscrizione delle sotto designate rendite, e fatta domanda a quest'Amministrazione affinchè, previe le formalità prescritte dalla legge, ne vengano rilasciati i nuovi.

Si diffida pertanto chiunque possa avervi interesse, che sei mesi dopo la prima delle prescritte tre pubblicazioni del presente avviso sulla *Gazzetta Ufficiale*, si rilasceranno i nuovi certificati, qualora in questo termine non vi siano state opposizioni notificate a questa Direzione generale nei modi stabiliti dall'art. 76 del citato regolamento.

CATEGORIA del debito	NUMERO di iscrizione	INTESTAZIONI DELLE ISCRIZIONI		AMMONTARE della rendita annua di ciascuna iscrizione
Cons. 5 %	144286	Congregazione di carità di Cittanova (Reggio Calabria)	L.	110 —
3.50 %	186822	Ferrante Emilia di Alessandro, nubile, domic. a Diamante (Cosenza) - vincolata	»	280 —
Cons. 5 %	86314	Dotto Aurelia di Giovanni, minore sotto la p. p. del padre, domic. a Palermo	»	25 —
»	86315	Dotto Benedetto di Giovanni, minore, ecc. come la precedente .	»	25 —
Cons. 5 % (Polizza combattenti)	26702	Cangero Lorenzo fu Lorenzo, domic. a Sturno (Avellino) . .	»	20 —
Cons. 5 %	57307	Grossi Maria Crocifissa di Felice, domic. a Pico (Caserta), nubile - ipotecata	»	265 —
»	57309	Intestata come la precedente - ipotecata	»	40 —
Prest. Naz. 4,50 %	9351	Lo Forte Francesco di Giacomo, minore sotto la p. p. del padre, domic. a Palermo	»	22,50
3.50 %	170556	Massa delle sei Cappellanie Corali conservate nel capitolo cattedrale di Reggio Emilia	»	3.073 —
Cons. 5 %	474838	Longo Maria fu Nicolò, vedova D'Albora Giovanni fu Gaetano, domic. ad Ustica (Palermo)	»	500 —
Cons. 5 % (Polizza combattenti)	32031	Dimarco Costantino fu Antonio, domic. a Montemilone (Potenza).	»	20 —
Cons. 5 % Littorio	36554	Nichetti Carlo fu Carlo, minore sotto la p. p. della madre Gusmaroli Elisabetta fu Giovanni ved. Nichetti, rimaritata Valdameri, domic. ad Offanengo (Cremona)	»	485 —
Cons. 5 % (Polizza combattenti)	25173	Barbagallo Orazio di Sebastiano, domic. ad Acireale (Catania) .	»	20 —
Cons. 5 % Littorio	19279	Masciotta Nicolino di Beniamino, domic. a Schiavi d'Abruzzo (Chieti)	»	585 —
3.50 %	434562	Juliano Antonio fu Francesco, domic. a Cervinara (Avellino) .	»	10,50
»	487150	Della Gala Alfonsina di Mariano, moglie di Francesco Riga, domic. a Napoli - vincolata	»	143,50
Cons. 5 % Littorio	4877	Simeone Alfonso fu Emidio, domic. a New York	»	1.000 —
»	4878	Intestata come la precedente	»	1.000 —
»	4879	Intestata come la precedente	»	1.000 —
»	4880	Intestata come la precedente	»	1.000 —
»	4881	Intestata come la precedente	»	1.000 —
Prest. Naz. 5 %	23640	Intestata come la precedente	»	500 —

CATEGORIA del Debito	NUMERO di iscrizione	INTESTAZIONI DELLE ISCRIZIONI	AMMONTARE della rendita annua di ciascuna iscrizione
Cons. 5 %	100436 Solo certificato di nuda proprietà	per la proprietà: Nascituri da Oldofredi Orazio fu Emilio, domic. a Brescia . . . . L. per l'usufrutto: Manara Teresita fu Vespasiano, nubile.	4.570 —
»	246872 Solo certificato di nuda proprietà	per la proprietà: Nascituri legittimi da Oldofredi Orazio fu Emilio, domic. a Paderno Franciacorta (Brescia) . . . » per l'usufrutto: Cristoin Maria fu Francesco, ved. di Oldofredi Luigi, domic. a Paderno Franciacorta (Brescia) ed in caso di non sopravvenienza di figli legittimi dovrà devolversi a favore dell'Asilo infantile Conti Oldofredi Luigi e Maria di Paderno.	6.375 —
Prest. Naz. 5 %	28301 Solo certificato di nuda proprietà	per la proprietà: figli nascituri di Orazio Oldofredi fu Emilio, domic. a Brescia . . . . » per l'usufrutto: Manara Teresita fu Vespasiano, moglie di Sapri Arturo	75 —
3.50 %	505605 Solo certificato di nuda proprietà	per la proprietà: Luraschi Costanza o Maria Costanza fu Beniamino, minore sotto la curatela del marito Chimenz Salvatore fu Filippo . . . . » per l'usufrutto: Bosco Luigia fu Gregorio, nubile, ed è vincolata altresì quale dote costituitasi dalla titolare.	2.450 —
Cons. 5 %	541125	Natale Maria di Vincenzo, domic. a Napoli . . . . . . »	600 —
»	204689	Faenza Maria di Camillo, nubile, domic. a Torino . . . . . »	1.000 —
3.50 %	162073	Parrocchia di S. Maria a Piazza di Fondi (Caserta) . . . . »	42 —
3.50 % (categ. A)	5807 Assegno provvisorio	Parrocchia di Santa Maria La Piazza in Fondi (Caserta) . . . »	2,33

Roma, 29 aprile 1933 - Anno XI

Il direttore generale: CIARROCCA.

(1916)

MUGNOZZA GIUSEPPE, *direttore* SANTI RAFFAELE, *gerente*

Roma — Istituto Poligrafico dello Stato - G. C.